



COVID 19 – Flash Europe et International du 18 mars 2020



Point de situation au niveau UE

De nouvelles mesures pour soutenir l'économie européenne

I - Les montants annoncés

- Une « Initiative d'investissement en réaction au coronavirus » vise à promouvoir les investissements par la mobilisation des réserves de trésorerie disponibles dans les Fonds structurels et d'investissement européens. Ces investissements atteindront rapidement un montant supérieur à **37 Mds d'euros**. *À cette fin, la Commission propose au Parlement européen et au Conseil de libérer immédiatement 8 Mds de liquidités d'investissement. Pour les régions françaises, ce sont a priori 312 millions qui devraient être immédiatement disponibles au titre des reliquats des fonds existants (source : Commission européenne).*
- Afin de mobiliser rapidement ces 37 Mds, la Commission propose de renoncer à l'obligation -qui s'appliquait cette année- de réclamer aux Etats le remboursement des préfinancements non dépensés au titre du Fonds européen de développement régional (FEDER), du Fonds social européen (FSE), du Fonds de cohésion et du Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP) jusqu'à la clôture des programmes.
- Les États membres utiliseront les montants non récupérés en 2020 pour accélérer les investissements liés à l'épidémie de COVID-19 dans le cadre du FEDER et du FSE, du Fonds de cohésion et du FEAMP. Compte tenu des taux de cofinancement moyens parmi les États membres, les 8 Mds permettront la libération et l'utilisation de quelque 29 Mds de financements structurels dans l'ensemble de l'UE.

Et aussi :

- **179 millions** du Fonds d'ajustement à la mondialisation pour lutter contre l'impact social.
- **800 millions** provenant du Fonds européen de solidarité pourront être utilisés.
- **1 Md** provenant du budget de l'UE sera réaffecté en garantie au Fonds européen d'investissement pour encourager les banques à octroyer des liquidités aux PME et aux entreprises de taille intermédiaire.

A - Ce qui opérationnel

La poursuite de l'utilisation des fonds structurels actuellement existants (FEDER, FSE, FEAMP...)

B - Ce qu'on attend

L'adoption dans les dix jours par le Parlement européen et les ministres des Vingt-sept de cette « Initiative d'investissement en réaction au coronavirus ». Dès cet accord formalisé, les montants non utilisés -soit 7,5 Mds-pourront être affectés à des besoins en fonds de roulement des entreprises et au secteur de la santé. *Le Medef et l'Association des Régions de France (ARF) sont en contact régulier avec les autorités françaises et européennes pour connaître les modalités opérationnelles. Pour rappel, ce sont les Conseils régionaux qui sont et resteront autorités de gestion.*

II - Les autres mesures annoncées

1) **Flexibilité accordée aux Etats membres en matière de règles budgétaires et d'aides d'Etat**

Objectif : donner aux Etats la marge de manœuvre suffisante pour répondre aux conséquences sanitaires, économiques et sociales de la pandémie.

- La pandémie est considérée comme une « *circonstance inhabituelle indépendante de la volonté de l'Etat membre concerné* ». La Commission acceptera donc des dépenses exceptionnelles, telles que des dépenses de soins de santé et des mesures de soutien ciblé aux entreprises et aux travailleurs. *Les critères de Maastricht (3% de déficit, 60% PIB) attendront.*
- Les Etats membres pourront aussi exceptionnellement aider les entreprises qui font face à des pénuries de liquidités et ont besoin d'une aide urgente : ainsi subventions salariales, suspension des paiements de l'impôt sur les sociétés et de la TVA ou des cotisations sociales. La vice-présidente Margrethe Vestager a proposé d'activer l'article 107(3)(b) du Traité, ce qui rendrait légale toute aide destinée à remédier aux dommages causés par les calamités naturelles ou par d'autres événements extraordinaires. Cela permettrait notamment aux gouvernements de mettre en place des avantages fiscaux à hauteur de 500 000 euros par entreprise, de garantir des prêts bancaires, ou de subventionner les taux d'intérêt de ces emprunts.

Le but de l'exécutif est d'adopter formellement le texte dans les jours qui viennent

2) **Fermeture des frontières extérieures et sécurisation de l'approvisionnement dans le marché unique**

Les chefs d'Etat ou de gouvernement européen ont décidé le 17 mars la fermeture de l'espace Schengen – 22 pays de l'UE (Bulgarie, Roumanie, Chypre, Irlande, Croatie n'en font pas partie) + 4 pays de l'Espace Economique européenne (Suisse, Norvège, Islande, Liechtenstein). La Commission a proposé une suspension des voyages non essentiels vers l'Union européenne pour 30 jours renouvelables. *Des exemptions existent : transporteurs de biens, travailleurs transfrontaliers, résidents de longue date de l'UE et leur famille, diplomates et personnels médicaux.*

La Commission et les Etats membres souhaitent agir ensemble pour garantir la production, le stockage, la disponibilité et l'utilisation rationnelle des équipements de protection médicale et des médicaments dans l'UE. La Commission a lancé une procédure conjointe de passation de marché pour ces produits.

Et aussi :

La Commission souhaite exempter temporairement les compagnies aériennes de la règle du *créneau utilisé ou perdu*. Elle surveille l'impact de la crise sur le secteur du tourisme et coordonne les mesures de soutien.

3) **La BCE, acteur central pour pérenniser le financement de l'économie et des PME**

Afin de maintenir à des niveaux très bas les coûts d'emprunt des Etats et des entreprises, la BCE va consacrer une enveloppe complémentaire de **120 Mds d'euros** aux achats d'obligations pendant 9 mois.

Jusqu'à juin 2021, les banques qui prêteront aux entreprises les plus touchées par la crise du coronavirus, et particulièrement les PME, bénéficieront de prêts ciblés de long terme (TLTRO) à bas coût.

Enfin, elle va alléger les obligations imposées aux banques en matière de fonds propres -Règles de Bâle 3 suspendues-afin de faciliter l'octroi de prêts aux PME et aux ETI en difficulté.

A - Ce qui est déjà opérationnel

La flexibilité en matière budgétaire et d'aides d'Etat acceptée par les 27 ministres des Finances.

1% du PIB européen a déjà été mobilisé par les pays en mesures sociales, fiscales et budgétaires (**120 Mds**). Les mesures de la BCE destinées à faciliter le financement des PME se mettent progressivement en place.

B - Ce qu'on attend

Les ministres des Finances échangeront chaque semaine. Ils peuvent à tout moment adopter des mesures coordonnées de relance supplémentaires, un accroissement du capital de la Banque européenne d'investissement ou encore un recours direct au Mécanisme européen de stabilité (**410 Mds**).

Davantage de mesures de soutien au financement des entreprises, notamment via une baisse des taux directeurs, pourraient être annoncées par la BCE.

La coordination des réponses du G7 et du G20 pourrait elle aussi se renforcer dans les prochains jours.



Point de situation en Allemagne : Un plan « historique » de soutien de l'économie



Principales mesures économiques prises :

- 13 mars : l'Allemagne a annoncé¹ le plus grand plan d'aide aux entreprises de son histoire d'après-guerre, avec des prêts "sans limite" d'une valeur d'au moins 550 milliards d'euros.
- A compter du mois d'avril, les règles relatives au chômage partiel seront assouplies à travers :
 - o La réduction du seuil minimum d'employés affectés par le chômage partiel à 10% ;
 - o La dispense partielle ou totale de la nécessité de constituer un solde négatif en matière d'heures de travail ;
 - o L'ouverture des allocations de chômage partiel aux travailleurs temporaires/intérimaires ;
 - o Le remboursement total des contributions de sécurité sociale relatives au chômage partiel.
- D'autres mesures fiscales ont aussi été prises : report de paiement de taxes fédérales, report du paiement de l'impôt pour certains citoyens, pas de pénalités de retard, etc.
- L'Allemagne avait rétabli le 16 mars le contrôle aux frontières avec cinq pays, dont la France. Seuls les travailleurs transfrontaliers ont le droit de se rendre en Allemagne. Le pays a aussi annoncé des fermetures de tous les commerces non essentiels, interdiction très stricte de tous les rassemblements, y compris dans les lieux de culte, fermeture des aires de jeux également. Les écoles sont fermées depuis le 16 mars.

Principaux impacts économiques :

- Selon ING, l'économie allemande devrait se contracter de 1,5% sur l'année 2020. En début d'année, l'OCDE tablait encore sur une (faible) croissance (+0,3%).
- La baisse de la consommation est estimée à 4% avec les mesures de confinement (source : ING).
- La confiance des investisseurs allemands est au plus bas depuis la crise financière de 2008²
- Concernant le risque conjoncturel du Covid-19, l'IW Köln estime qu'un ralentissement de 3 points de la croissance chinoise coûterait 0,1 point de croissance à l'Allemagne, les exportations vers la Chine représentant 3% de la création de valeur totale de l'Allemagne.



- **Nombre de cas au 19 mars : 12 327 (+2450 / hier)**
- **Nombre de morts au 19 mars : 28 (+2 / hier)**

¹ <https://www.bundesfinanzministerium.de/Content/EN/Standardartikel/Topics/Public-Finances/Articles/2020-03-17-corona-protective-shield.html>

² <https://www.ft.com/content/76310888-683c-11ea-a3c9-1fe6fedcca75>



Principales mesures économiques prises :

- L'Italie, le pays le plus touché jusqu'à présent par l'épidémie au sein de l'Union européenne, a annoncé 25 milliards d'euros pour lutter contre l'épidémie.
- Rome va utiliser son enveloppe pour aider les emprunteurs italiens, notamment à travers la suspension du paiement de certaines échéances de prêts immobiliers et bancaires.

Principaux impacts économiques :

- **La production des usines subit une baisse d'environ -10%.**
- Le secteur du **commerce de détail** (hors magasins d'alimentation) a diminué de **-50%**.
- Le **tourisme et les transports** accusent un effondrement de **-90%**.
- La **production automobile** est en difficulté : Fiat Chrysler vient d'annoncer que ses filiales FCA Italy et Maserati suspendaient temporairement la majorité de leurs usines de production européennes jusqu'au 27 mars. Au total, six usines en Italie vont interrompre la production.
- Le secteur du **luxe** est lui aussi impacté. Les clients ont peur de contracter le virus en touchant des produits fabriqués en Italie et expédiés à l'étranger. L'Italie est l'un des premiers bassins de productions de cuir (1 200 entreprises) fournisseurs de très grandes marques (LVMH, Gucci, Prada etc...) - 115 milliards d'euros de chiffre d'affaires dans le pays.
- Devant l'impossibilité de garantir la sécurité des travailleurs sur les chantiers de construction (pas de protections disponibles, mobilité très restreinte sur le territoire italien) le gouvernement vient d'annoncer leur suspension.
- D'après l'OCDE (chef économiste - Laurence Boone), le moins mauvais scénario pour l'Italie serait une croissance nulle en 2020 (1^{er} trimestre négatif suivi d'une amélioration).
- **En revanche, les secteurs pharmaceutiques, les producteurs de dispositifs médicaux et le secteur de la chimie tournent à plein régime** (et embauchent du personnel).
- **Le secteur de l'agroalimentaire démontre également de la résilience** notamment pour maintenir l'approvisionnement de la grande distribution, très mobilisée. On peut considérer qu'il fonctionne quasi normalement.
- Les entreprises italiennes qui le peuvent apportent tout leur soutien à la lutte contre le virus. Le plus grand assureur italien, Generali, et plusieurs entreprises italiennes telles que les banques Unicredit ou Intesa Sanpaolo ont rejoint un fond commun d'aide de lutte contre le coronavirus. Le fonds doit permettre de rassembler 100 millions d'euros pour soutenir l'Italie et les autres pays touchés. (Source [New York Times](#)).



- **Nombre de cas au 18 mars : 31 507**
- **Nombre de morts au 18 mars : 2 503**



Point de situation en Espagne

Confinement et plan de soutien massif



Principales mesures économiques prises :

- L'Etat d'urgence a été déclaré. Les Espagnols sont en confinement strict pour minimum quinze jours (la durée de 5 semaines a été évoquée par des sources gouvernementales). Les frontières sont fermées.
- Afin d'éviter que le chômage partiel, notamment dans le secteur automobile, ne se transforme en chômage massif, le gouvernement annonce le plus important plan de relance de l'histoire de l'Espagne.
- La plus grande partie du plan gouvernemental consiste en une garantie de prêt de 100 Mds d'euros pour les entreprises afin d'assurer leur liquidité, en particulier pour les petites et moyennes entreprises.
- Les autres engagements publics s'élèvent à 17 Mds d'euros. L'ensemble, y compris la mobilisation privée en matière de garanties de prêt, totaliserait 200 Mds d'euros.
- Les paiements fiscaux prévus entre le 13 mars 2020 et le 30 mai 2020 (TVA, Impôt sur les Sociétés, impôt sur le revenu des résidents et non-résidents espagnols) peuvent faire l'objet d'un report.
- Une attention particulière est apportée par les autorités aux emplois menacés de destruction, comme les salariés du secteur du tourisme et de l'hôtellerie.

Principaux impacts économiques :

- En Catalogne (20% du PIB de l'Espagne), plus de 70 entreprises ont mis près de 4 000 salariés au chômage partiel.
- Le secteur du tourisme (12% du PIB, 13% des emplois dans le pays) est à l'arrêt.
- En complément du confinement, la fréquence des transports publics est réduite de 50%.
- 90% des 16 000 employés de la compagnie espagnole Iberia sont au chômage technique.
- Près de 100 000 emplois sont menacés par la crise en Espagne.
- Le pays pourrait rentrer en récession en 2020.



- **Nombre de cas au 17 mars : 13 910** (+ 2 000 / hier)
- **Nombre de morts au 17 mars : 683** (+188 / hier)



Point de situation au Royaume-Uni

Un changement de stratégie



Principales mesures économiques prises :

- Le Chancelier Rishi Sunak a annoncé³ un plan de soutien de l'économie de 30 Mds £ : 12 seront spécifiquement destinés aux mesures contre les coronavirus, dont au moins 5 Mds pour le NHS, et 7 milliards pour les entreprises et les travailleurs britanniques. Parmi ces mesures figurent :
 - o La hausse du montant que les entreprises peuvent emprunter par le biais du programme de prêts pour interruption d'activité en raison du Coronavirus de 1,2 million à 5 millions £ ;
 - o L'augmentation des subventions aux petites entreprises de 3 000 à 10 000 £.
- Autres mesures annoncées le 17 mars : prêts et des garanties illimités pour soutenir les entreprises et les aider à gérer leurs flux de trésorerie pendant cette période. Le Chancelier mettra à disposition 330 milliards de livres sterling de garanties, soit 15% du PIB britannique.
- La Banque d'Angleterre a annoncé une baisse d'urgence des taux d'intérêt pour soutenir l'économie au milieu de l'épidémie de coronavirus : les taux passent à 0,25%, ramenant les coûts d'emprunt au niveau le plus bas de l'histoire. La Banque a déclaré qu'elle libérerait également des milliards de livres de prêt supplémentaire pour aider les banques à soutenir les entreprises. Elle a confirmé le maintien du montant de son programme d'achat d'obligations d'Etat à 435 Mds£, et celui de son programme d'achat d'obligations d'entreprises à 10 Mds£.
- Boris Johnson a changé de stratégie sur le plan sanitaire avec un projet de loi⁴ et de nouvelles mesures. Il a notamment appelé la population à éviter tout contact et tout déplacement « non essentiel ». Il a également recommandé aux personnes âgées et aux femmes enceintes de s'isoler pendant trois mois. Dans la foulée mardi 17 mars, le UK a déconseillé à ses ressortissants tout voyage à l'étranger non essentiel, dans un premier temps pour 30 jours. Ces mesures font écho à un rapport fuité de l'agence de santé publique anglaise, Public Health England, qui évaluant que 7,9 millions de Britanniques pourraient être infectés d'ici au printemps 2021 si le gouvernement ne prenait pas d'autres mesures.

Principaux impacts économiques :

- Le chancelier a déclaré que sans tenir compte de l'impact du coronavirus, l'Office pour la responsabilité budgétaire a prévu une croissance de 1,1% en 2020, le taux le plus bas depuis 2009.
- La British Chambers of Commerce (BCC) a abaissé ses prévisions de croissance du PIB pour 2020 à 0,8%, (par rapport aux prévisions précédentes à 1%°).
 - o La croissance trimestrielle du PIB devrait atteindre 0,2% au premier trimestre 2020, suivie d'une contraction de -0,1% au deuxième trimestre.
 - o Les estimations de la BCC pour la croissance des exportations ont été abaissées à 0,1% en 2020 (contre 1,1%) et 0,9% en 2021 (contre 1,4%), avant une croissance de 1,4% en 2022.
 - o Les prévisions de croissance de la consommation des ménages ont été revues à la baisse à 0,9% pour 2020 (contre 1,3%), 1,4% pour 2021 (contre 1,5%), avant une croissance de 1,5% en 2022.
 - o L'investissement des entreprises devrait se contracter de 0,7% cette année.



- **Nombre de cas au 19 mars : 2644 (+694 / hier)**
- **Nombre de morts au 19 mars : 71**

³ <https://www.gov.uk/government/news/chancellor-announces-additional-support-to-protect-businesses>

⁴ <https://www.gov.uk/government/publications/coronavirus-bill-what-it-will-do/what-the-coronavirus-bill-will-do>



Point de situation en Chine

Une reprise lente mais progressive



Principales mesures économiques prises :

- 13 mars : la banque centrale chinoise, qui a débloqué fin février des extensions ou des renouvellements de prêts aux entreprises, a annoncé une baisse du ratio de réserve obligatoire des banques, libérant 550 Mds yuans (70,6 Mds d'euros) pour soutenir l'économie. Le Quotidien du peuple annonce en première page «la réouverture de 79% des chantiers de grands travaux» en Chine.
- 12 mars : la NDRC a publié une circulaire encourageant la reprise des activités des entreprises étrangères. La circulaire demande aux autorités locales compétentes d'effectuer des visites régulières des entreprises étrangères et de suivre leurs projets afin d'évaluer leur situation (activités, production, investissements).
- **La Chine va envoyer un million de masques à la France et du matériel médical.**

Principaux impacts économiques :

- Goldman Sachs prévoit une récession de - 9 % au premier trimestre en Chine. Ses prévisions pour la croissance annuelle chinoise sont désormais de +3 % (contre +5,5 % jusqu'ici) (Reuters).
- Hors Hubei, 60% des PME et 95 % des entreprises industrielles de taille critique auraient repris l'activité selon le Ministère de l'industrie. Toutefois, la plupart d'entre elles fonctionnent à faible régime. Selon Trivium, l'économie chinoise fonctionnerait ainsi désormais à 69,5 % de ses capacités en date du 16 mars 2020.
- Perturbations des liaisons aériennes : l'Administration de l'aviation civile de Chine (CAAC) a averti les opérateurs aériens que les dispositifs de quarantaine mise en place depuis le 16 janvier pourraient être revus : « à partir du 19 mars, (..), tous les vols internationaux à destination de l'aéroport de Pékin Capital (PEK) atterriront préalablement sur l'un des aéroports suivants : Tianjin (TSN), Hohhot (HET), Taiyuan Airport (TYN), Shijiazhuang Daguocun Airport (SJW). A l'arrivée, tous les passagers et l'équipage devront subir des tests médicaux préliminaires pour détection de symptômes du COVID-19. Si ces tests sont concluants, les passagers et équipages pourront continuer leur voyage vers Pékin-Capitale par avion ». Hong Kong et Chongqing imposent une quarantaine obligatoire à tous les passagers en provenance de l'étranger. Les autorités chinoises recommandent à leurs ressortissants de ne pas voyager dans 15 pays, dont notamment la France.

Taux de reprise de l'activité économique dans les 12 principales provinces de Chine

Province	% du PIB national (2019)	Taux de reprise au 3 mars	Taux de reprise au 10 mars
Fujian	3,5 %	62 %	68 % (+6)
Sichuan	4,1 %	61 %	68 % (+7)
Shandong	7,7 %	60 %	67 % (+7)
Hunan	3,7 %	61 %	67 % (+6)
Guangdong	9,8 %	60 %	67 % (+7)
Jiangsu	9,3 %	59 %	66 % (+7)
Zhejiang	5,7 %	57 %	66 % (+9)
Shanghai	3,3 %	57 %	64 % (+7)
Hebei	3,6 %	56 %	63 % (+7)
Henan	4,8 %	52 %	60 % (+8)
Pékin	3,1 %	49 %	53 % (+4)
Hubei	4 %	29 %	31 % (+2)



- **Nombre de cas au 16 mars : 80 894 (+13 / hier)**
- **Nombre de morts au 16 mars : 3 237 (+11 / hier)**
- **16 des 31 provinces de Chine ne compteraient désormais (officiellement) plus aucun patient atteint du COVID-19 : Tibet, Qinghai, Fujian, Anhui, Xinjiang, Jiangxi, Shanxi, Hunan, Gansu, Yunnan, Henan, Jiangsu, Chongqing, Tianjin, Guizhou**



Point de situation aux Etats-Unis

Des mesures tardives mais significatives



Principales mesures économiques prises :

- 17 mars : la Banque centrale américaine a annoncé qu'elle allait accorder des facilités de crédits destinées aux entreprises et aux ménages. La Fed propose de soutenir les prêts automobiles ou immobiliers et d'accorder des prêts aux entreprises, et a mis en place une nouvelle facilité de financement des créances de court terme.
- Pour protéger la Fed contre les pertes de crédit sur ces prêts, le Trésor fournira 10 Mds \$ par le biais d'un Fonds de stabilisation. Le 15 mars, elle avait abaissé ses taux à zéro.
- En outre, la Fed, la Banque centrale européenne et les Banques centrales du Japon, Royaume-Uni, Canada et de Suisse, ont assoupli les conditions auxquelles elles s'échangent des devises entre elles, afin de pouvoir garantir un approvisionnement suffisant des marchés et, au final, du système économique tout entier, en dollars.
- L'administration Trump doit va présenter au Congrès un plan d'aides massives de 850 milliards de dollars pour porter secours aux secteurs qui sombrent dans la récession.
- Le 16 mars, Donald Trump avait recommandé de limiter les rassemblements à dix personnes, contre 50 dimanche encore, de fermer les écoles – déjà à l'arrêt dans des métropoles comme New York, Washington, Chicago ou Los Angeles –, de ne plus sortir et d'éviter les voyages non essentiels.
- Depuis le 13 mars au soir, Donald Trump a annoncé la fermeture des frontières américaines aux ressortissants de plusieurs pays dont la quasi-totalité des pays membres de l'UE incluant la France. Les fermetures pourraient être étendues, y compris au Canada (discussion bilatérale en cours).

Principaux impacts économiques :

- Goldman Sachs a annoncé le 16 mars que le PIB américain pourrait se contracter de 5% au deuxième trimestre, ce qui serait une baisse sans précédent depuis la crise financière de 2008.
- Près de 80 millions d'emplois sont à risque élevé ou modéré selon l'analyse de Moody's Analytics. Cela représente plus de la moitié des 153 millions d'emplois dans l'ensemble de l'économie. Sur les 80 millions, Moody's Analytics prévoit que 27 millions de personnes sont à haut risque en raison du virus, principalement dans les transports et les voyages, les loisirs et l'hôtellerie, les services d'aide temporaire et le forage et l'extraction de pétrole.



- **Nombre de cas au 18 mars : 6 496**
- **Nombre de morts au 18 mars : 114**



Point de situation au Japon

Les autorités préparent la reprise



Principales mesures économiques prises :

- Le gouvernement japonais étend considérablement les subventions permettant le maintien des emplois impactés par la crise sanitaire. Les subventions pour les PME sont augmentées dans les zones du territoire particulièrement touchées par la baisse de l'activité économiques (entre +60 et +80%) ;
- En même temps qu'il gère la crise, le gouvernement japonais prépare la reprise. Il concentre ses ressources financières pour soutenir le tissu de petites et moyennes entreprises. 1 000 Mds de Yen (8,5 milliards d'euros) seront consacrés à l'effort de relance.
- Mise à disposition de prêts spéciaux COVID-19 (500 milliards de yens - 4,3 milliards d'euros) assortis de taux d'intérêt bas pour apporter un soutien financier aux entreprises.
- Tokyo demande aux institutions financières privées de fournir activement de nouveaux prêts aux entreprises et de modifier les conditions des dettes existantes.
- Compte tenu des charges pesant sur les micro, les petites et moyennes entreprises, le gouvernement permettra une assistance accélérée pour répondre aux dommages subis par les entreprises, y compris sur les chaînes d'approvisionnement, afin d'aider les entreprises à trouver des débouchés alternatifs pour leurs produits et activités.
- Un effort particulier va être fourni sur l'industrie du tourisme :
 - o Soutien financier au maintien des emplois ;
 - o Préparation de la reprise (campagne internationale, diversification des attractions touristiques, approches multilingues) ;
 - o Les autorités locales sont encouragées à fournir un accompagnement complet aux professionnels du secteur qui sont impactés par la crise sanitaire.

Principaux impacts économiques :

- L'effet du coronavirus sur l'économie japonaise – déjà au bord de la récession avant l'épidémie pourrait être au moins aussi grave sinon pire que la crise financière de 2008, selon le ministre de la revitalisation économique, Yasutoshi Nishimura.
- Les exportations vers les Etats-Unis et la Chine sont en baisse en raison de la contraction de l'économie mondiale.
- Les importations japonaises sont aussi en chute libre, notamment celle en provenance de Chine (chute la plus rapide depuis les années 80) en raison d'une moindre activité générale (50 à 70% l'activité habituelle).
- 47% des entreprises japonaises ont vu leurs bénéfices et leur production affectés par l'épidémie de virus, 42% souffrant de baisses pouvant atteindre 30% en février (Reuters Corporate Survey).



- **Nombre de cas au 17 mars : 889** (+17 / hier)
- **Nombre de morts au 17 mars : 36** (+6 / hier)



Fonds monétaire international

Mesures prises par le FMI

- Le FMI est prêt à mobiliser sa capacité de prêt de 1 000 Mds USD pour aider ses pays membres.
- Le FMI compte déjà 40 accords en cours prévoyant des engagements de ressources d'un montant cumulé d'environ 200 Mds USD. Une vingtaine d'autres pays ont également fait part de leur intérêt.
- Autre objectif : porter le fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes (fonds fiduciaire ARC) à 1 Md USD (contre 400 millions aujourd'hui). Ce fonds peut aider les pays les plus pauvres en leur accordant un allègement immédiat de leur dette.

Mesures recommandées par le FMI

Le FMI souhaite que les Etats maintiennent des échanges constants et une coordination étroite pour renforcer la confiance et stabiliser l'économie mondiale.

Trois domaines d'action :

- **Budgétaire**
 - Mesures de relance supplémentaires pour éviter des préjudices économiques durables.
 - Nécessaire relance budgétaire mondiale coordonnée et synchronisée.
- **Monétaire**
 - Assouplir les conditions financières et assurer le flux de crédit vers l'économie réelle.
 - Mesures en matière d'assouplissement monétaire et d'ouverture de lignes de crédit réciproque afin de réduire les tensions sur les marchés financiers mondiaux.
 - Mise en place de lignes de crédit réciproque avec des pays émergents (les investisseurs ont retiré 42 milliards d'euros des pays émergents depuis le début de la crise).
- **Règlementaire**
 - Objectifs des organismes de contrôle du système financier : garantir la stabilité financière, préserver la solidité du système bancaire et soutenir l'activité économique.
 - Encourager les banques à profiter de la souplesse des réglementations en vigueur et à renégocier les conditions de prêt pour les emprunteurs en difficulté.



Banque mondiale

Mesures prises par la Banque mondiale

- Enveloppe de financement accéléré portée à 14 milliards de dollars afin d'accompagner les efforts déployés par les entreprises et les pays en vue de prévenir, détecter et faire face à la propagation rapide du Covid-19.
- En fonction de la durée et de la gravité de l'épidémie, la Banque mondiale pourra débloquer une seconde enveloppe de financement pour se concentrer plus spécifiquement sur les effets économiques et sociaux.

Mesures recommandées par la Banque mondiale

Afin de renforcer la confiance, les Etats doivent déployer tout l'arsenal de leurs instruments de politique économique : monétaire, budgétaire, commerciale et d'investissement. Seule une réponse rapide, coordonnée et ambitieuse face à une menace commune peut faire la différence pour l'économie mondiale.

Il est donc impératif que les décideurs, partout dans le monde, prennent conscience du risque de propagation des préjudices économiques d'un pays à l'autre et qu'ils se mobilisent rapidement pour l'endiguer.

Les gouvernements doivent se garder de toute tentation protectionniste, qui ne fera qu'exacerber les perturbations dans les chaînes de valeur mondiales et accentuer une incertitude déjà grande. Surtout, ils doivent éviter de restreindre les exportations de denrées alimentaires et de produits médicaux vitaux pour, au contraire, rechercher ensemble des solutions visant à accroître la production et la satisfaction des besoins.

À moyen terme, avec l'amélioration de la conjoncture économique, les responsables publics devront tirer les leçons de cette crise non pas en privilégiant le repli sur soi, mais en encourageant les entreprises à accroître leurs stocks et à diversifier leurs fournisseurs, afin de mieux gérer les risques.